



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations

Service protection de l'environnement -
installations classées

Laval, le 3 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCOPA VIANDES

700 RUE DE LA CROUSILLE
CS 20149
53600 Évron

Références : BC/PJ/2024 02710
Code AIOT : 0055301033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 novembre 2024 de l'établissement de la société SOCOPA VIANDES, implanté 700 rue de la Crousille - CS 20149 53600 Évron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOPA VIANDES
- 700 RUE DE LA CROUSILLE CS 20149 53600 Évron
- Code AIOT : 0055301033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est autorisée à exploiter un abattoir d'abattage et de découpe de porcs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
15	Valeur limite d'émission	Arrêté Préfectoral du 28/07/2006, article 22	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
1	Télétransmission des résultats d'autosurveillance (GIDAF)	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
2	Analyse légio : fréquence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
3	Analyse légio : délai de transmission à l'inspection	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
4	Analyse légio : délai de transmission à l'inspection si dépassement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II
5	Laboratoire (analyse légio) : accréditation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
6	Laboratoire (analyse légio) : norme	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
7	Prélèvement (analyse légio) : identification du point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
8	Prélèvement (analyse légio) : localisation du point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
9	Prélèvement (analyse légio) : délai suite injection produits biocides	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
10	Résultats (analyse légio) : exhaustivité du rapport	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
11	Résultats (analyse légio) : conformité des résultats	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II
12	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12
13	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
14	Entretien préventif et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26
16	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 28/07/2006, article Article 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection sur les points relatifs aux TAR n'a pas relevé de non-conformité. Le point non-conforme concerne le non-respect des normes de rejet au niveau de la station d'épuration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Télétransmission des résultats d'autosurveillance (GIDAF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose de trois Tours Aéroréfrigérantes pour une puissance thermique maximum évacuée de 11938 KW.</p> <p>Les trois TAR fonctionnent en permanence.</p> <p>Trois analyses mensuelles (une analyse pour chaque TAR) sont réalisées et télédéclarées sur GIDAF. Résultats conformes pour 2023 et 2024.</p> <p>Le cadre GIDAF est conforme l'arrêté préfectoral de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse légio : fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. [...] Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
Constats : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est réalisée mensuellement. Il n'y a pas de constat de non-conformité pour cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse légio : délai de transmission à l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
Constats : Les résultats d'analyses légionelles sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants. La fréquence est respectée. Il n'y a pas de constat de non-conformité pour cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyse légio : délai de transmission à l'inspection si dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : II. - Actions à mener en cas de prolifération de légionelles 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L. a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU . Ce document précise : - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en Legionella pneumophila mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.
Constats : Une procédure propre à l'entreprise, mise à jour en octobre 2024, définit les actions à mener en cas de prolifération de légionelles (mode opératoire du nettoyage, actions curatives et correctives...). Si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L, l'établissement informe immédiatement l'inspection des installations classées. Il n'y a pas de constat de non-conformité pour cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Laboratoire (analyse légio) : accréditation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : c) Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes : - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; - le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.
Constats : Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 est le laboratoire Mérieux Nutrisciences accrédité COFRAC. Il n'y a pas de constat de non-conformité pour cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Laboratoire (analyse légio) : norme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila [...] Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. [...]
Constats : Les prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431. Il n'y a pas de constat de non-conformité pour cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prélèvement (analyse légio) : identification du point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles [...] Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : Le point de prélèvement est repéré sur l'installation par un marquage, et ceci pour chacune des trois TAR. Vérifié sur site le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prélèvement (analyse légio) : localisation du point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air. [...] Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.
Constats : Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement Le point de prélèvement est indépendant des points d'injection de biocides et de l'arrivée d'eau d'appoint.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prélèvement (analyse légio) : délai suite injection produits biocides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles [...] En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse. En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.
Constats : Pour toute injection ponctuelle de biocide sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection est respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse. La liste des biocides utilisés: <ul style="list-style-type: none">• CONTINUUM AT 4502• AQUALEAD BC 16C• INHIBITOR HYP 1500• SPECTRUS NX 1164• SPECTRUS OX 1203 Il n'y a pas de constat de non-conformité pour cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Résultats (analyse légio) : exhaustivité du rapport

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : d) Résultats de l'analyse des légionelles [...] Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon : <ul style="list-style-type: none">- coordonnées de l'installation ;- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;- date et heure de réception de l'échantillon ;- date et heure de début d'analyse ;- nom du préleveur ;- référence et localisation des points de prélèvement ;- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;- pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ;- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ;- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.
Constats : Le rapport de l'analyse des légionelles consultés pour le site de SOCOPA, fournit les informations suivantes: Analyse réalisée par le laboratoire Mérieux NutriSciences- Accréditation n°1-0161 COFRAC <ul style="list-style-type: none">- coordonnées de l'installation ; SOCOPA VIANDES 53600 Evron- date, heure de prélèvement, température de l'eau ; 05/11/2024, 10h10, +20°C- date et heure de réception de l'échantillon ; 06/11/2024, T(°C) de réception +15,0°C- date et heure de début d'analyse ; 06/11/2024 à 10:58- nom du préleveur ; LEBRETON Aline, service assurance qualité SOCOPA- référence et localisation des points de prélèvement ; TAR n°1, robinet, service énergie- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; Aspect : limpide, couleur : incolore, dépôt : absence- pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ; pH 8.5, Concentration en Chlore libre : 0.77g/m3, Conductivité eau de la tour: 700, turbidité de l'eau: 1 (unité NFU)- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ; Continu : aqualead bc16c, continuumat4503; choc : spectrus nx1164 hypochlorite de sodium, acidephosphorique; choc : 5-chloro-2-methyl-4-isothiazolin-3-one et 2-methyl-4-isothiazolin-3-one- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. Date dernière désinfection choc le 31/10/2024 Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire. Remarques : Legionella non détectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Résultats (analyse légio) : conformité des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : II. - Actions à mener en cas de prolifération de légionelles
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Actions à mener en cas de prolifération de légionelles. Procédures formalisées par SOCOPA et mises à jour en octobre 2024 (transmises au service de l'inspection des installations classées)<ol style="list-style-type: none">1) en cas de présence de légionelles entre 1000 et 10 000 UFC/L ou de flore interférente2) en cas de présence de légionelles entre 10 000 et 100 000 UFC/L ou de flore interférente3) en cas de présence de légionelles supérieur à 100 000 UFC/L
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : II. - Conception.a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.Les matériaux présents sur l'ensemble de l'installation sont choisis au regard de la qualité de l'eau, de leur facilité de nettoyage et d'entretien et de leur résistance aux actions corrosives des produits d'entretien et de traitement.L'installation est aménagée pour permettre l'accès notamment aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes.La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité ; ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour.b) L'exploitant dispose des plans de l'installation tenus à jour, afin de justifier des dispositions prévues ci-dessus.c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.d) Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.e) L'exploitant s'assure que le dispositif de limitation des entraînements vésiculaires équipant l'installation est bien adapté aux caractéristiques de l'installation (type de distributeurs d'eau, débit d'eau, débit d'air), afin de respecter cette condition en situation d'exploitation.f) Les équipements de refroidissement répondant à la norme NF E 38-424 relative à la conception des systèmes de refroidissement sont considérées conformes aux dispositions de conception décrites au point II du présent article. L'exploitant doit cependant examiner la conformité des parties de l'installation non couvertes par cette norme.
Constats : <p>L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques.</p> <p>L'installation n'a pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.</p> <p>Les tours sont équipées de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité.</p> <p>L'exploitant dispose des plans de l'installation tenus à jour, plans transmis au service de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il n'y a pas de constat de non-conformité pour cette prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : Surveillance de l'installation.L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.Ces formations portent a minima sur :- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;- les dispositions du présent arrêté.En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila est dispensée aux opérateurs concernés.Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;- les attestations de formation de ces personnes.
Constats : L'exploitant a désigné nommément plusieurs personnes référentes impliquées dans l'exploitation de l'installation ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'Analyse Méthodique des Risques de prolifération et de dispersion des légionelles est menée sur l'installation, l'AMR a été mise à jour le 9 octobre 2024. La liste des personnes : responsable de l'installation, M. Monteiro Philippe et les personnes habilitées à intervenir sur l'installation et formées, M. Blu Christophe, M. Delommeau, Mme Bouchard Léa, M.Tribondeau Cyril, M. Aubert Dylan, Mme Lebreton Aline, M. Hertereau Thomas. Il n'y a pas de constat de non-conformité pour cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Entretien préventif et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : 1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau. Sur la base de l'AMR sont définis :- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles
Constats : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation, elle est mise à jour annuellement, dernière mise à jour; 09/10/2024. Un plan d'entretien et un plan de surveillance est établi pour l'installation. La société ATMOSPHEHO (traitement de l'eau et de l'air) contrôle l'installation une fois par an avec un rapport par tour. La société SUEZ; 4 passages par an (pour l'année 2024: 07/02, 20/06, 05/09 et un passage en fin d'année 2024 est prévu) Il n'y a pas de constat de non-conformité pour cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Valeur limite d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2006, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Normes de rejets
Prescription contrôlée : Conformément à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004, les valeurs à respecter sont indiquées ci-dessous: Normes de rejet Autosurveillance Débit maximum 1200 m3 / jour Température inférieure à +30 °C pH compris entre 5,5 et 8,5 Concentration Flux Autosurveillance MES mg/l 20 mg/l 24 kg/j 3 fois/semaine DCO mg/l 90 mg/l 108 kg/j 3 fois/semaine DBO5 mg/l 15 mg/l 18 kg/j 2 fois/semaine NTK mg/l 5 mg/l 6 kg/j 2 fois/semaine NGL mg/l 10 mg/l 12 kg/l 2 fois/semaine Pt mg/l 1 mg/l 1,2 kg/l 2 fois/semaine
Constats : Résultats non conformes tous les mois, depuis novembre 2023 et 2024 Valeurs limites d'émission dépassées pour: <ul style="list-style-type: none"> • l'azote globale (NGL) en concentration et en flux. • le phosphore (P) en avril 2024
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : A ce jour, les résultats de l'autocontrôle des rejets de votre station de traitement montrent toujours des dépassements réguliers des valeurs limites d'émissions (VLE). Au regard des dépassements des normes de rejets constatés, il apparaît que le traitement actuel est insuffisant. En conséquence, je vous demande de m'adresser sous quatre mois un programme d'actions pour réduire le volume maximum rejeté et améliorer la qualité des rejets, afin d'être en conformité avec votre arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 16 : Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2006, article Article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'établissement SOCOPA Viandes est autorisé à exploiter, 700, rue de la Crousille à Evron, une unité d'abattage, découpe et transformation de viande de porcs et ses annexes. La présente autorisation est octroyée au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE, pour les caractéristiques ou volumes d'activités indiqués au regard ou sous réserve des prescriptions du présent arrêté: <ul style="list-style-type: none"> • 3641: abattage d'animaux 517 t/jour • 3642-1: préparation et transformation (...) 544 t/jour
Constats : Tonnage abattage moyen 2023: 438 t/jour Tonnage découpe moyen 2023: 410,925 t/jour Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite